

C'EST LA RENTRÉE 2020

Et cela ne nous fait pas rêver, c'est le moins que l'on puisse dire.

Si à la faveur de la crise Covid, nous avons pu rêver d'un retour à la raison de nos décideurs et décideuses et d'une réorientation des politiques sociales et environnementales, force est de constater que l'on retourne dans les mêmes travers.

Le plan de relance avec un affichage de 100 milliards mis sur la table, pourrait donner de grandes latitudes et une certaine puissance d'agir. Encore faut-il que ce ne soit pas essentiellement des baisses d'impôts et de cotisations puisqu'il y aura 20 milliards de baisses d'impôt « de production » ! Pourtant, les politiques antérieures de réduction de la fiscalité des entreprises ont rarement favorisé les investissements utiles, et ont surtout servi les profits des actionnaires.

J. Casteix demande poliment 126 000 emplois au patronat, contre... 100 milliards en échange ! Soit 793 650 € l'emploi...



À la DgfiP, la petite parenthèse Covid se referme tranquillement et la destruction de la DGFIP va pouvoir reprendre.

Ce ne sont pas moins de 5 Groupes de Travail qui se tiendront à Bercy : mobilité, informatique, Nouveau Réseau de Proximité, contrôle fiscal et missions foncières ! La lecture des documents de travail ne nous apprend pas grand-chose, si ce n'est **la volonté de poursuivre l'affaiblissement de notre administration.** Bref, nous avons encore toutes les raisons de nous mobiliser.

La CGT propose (avec d'autres) un premier RDV social le 17 septembre.

On ne lâche rien !

PAS D'ENJEUX ?

Le contrôle reprendrait-il ses droits ?

Quand au mois de juin, la CGT s'étonnait que la Drfip44 (encore une fois, très isolée...) refuse d'envisager de contrôler le Fond de Soutien aux Entreprises (1500 € chacune), un directeur avait argué qu'il n'y avait pas « d'enjeux ».

Revenue à plus de raison (à moins que l'ordre soit venu de plus haut), la Drfip a engagé un certain nombre de contrôles sur des critères objectifs (défaillances déclaratives, société en sommeil, société sans chiffre d'affaires depuis plusieurs années).

Et surprise, la multiplication des cas finit par chiffrer : $1\ 200 \times 1\ 500 = 1\ 800\ 000$ €.

Heureusement qu'il n'y avait pas d'enjeux !

ET LE SERVICE PUBLIC ?

Le plan de relance présenté hier laisse soigneusement de côté les services publics.

Malgré une situation de l'emploi fortement dégradée, par exemple à l'hôpital où le sous-effectif chronique est devenu la forme « normale » du management. Donc pas un sou pour recruter mais une « petite » ligne de 1 milliard d'euros généreusement allouée tout de même pour « pour accélérer la transformation numérique des services publics ».

S'agissant du numérique, si l'on ne peut contester l'intérêt pour l'utilisateur et les services de l'amélioration des interfaces numériques, ce développement de « l'État plate-forme » a malheureusement plus vocation à se substituer à l'existant qu'à le compléter.

En résumant, si une interface numérique peut remplacer services de proximité et agent.es, c'est tout bon... La DgfiP ayant déjà été « lauréate » sur plusieurs « appels à projet », dont un sur le NRP ([accompagner la transformation du réseau territorial de la DGFIP](#)), nous devons exercer toute notre vigilance.

Acheter quelques webcams pour remplacer l'accueil de proximité, ça ressemble fort à une arnaque « innovante » au prétexte « de mieux répondre aux attentes des usagers ».

[Le numérique ne doit pas servir à casser le service public mais à l'améliorer.](#)

